



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

**Déclaration de la Fédération Syndicale Unitaire (FSU)
au Comité Technique Spécial Départemental de Seine-Maritime,
le 21 mars 2022.**

M. le Directeur Académique,

À quelques semaines de la fin d'un quinquennat qui se sera caractérisé par des attaques sans précédent à l'égard des travailleurs, des services publics et des citoyens les plus fragiles, ce CTSD de Seine-Maritime est l'occasion de faire le triste bilan de cinq ans de politiques éducatives désastreuses. Il aura en effet suffi de cinq années au ministre Blanquer et à tous ceux qui mettent en œuvre sa politique pour détruire le lycée et le caractère national du baccalauréat, pour supprimer des milliers de postes dans l'Éducation, pour casser les collectifs de travail, pour dégrader les conditions de travail de l'ensemble des personnels.

La Seine Maritime ne fait pas exception et les décisions prises dans notre Département illustrent parfaitement la réalité du cynisme à l'œuvre dans la bien nommée « école de la confiance ». Ainsi, dans l'école de la confiance, on supprime sans aucun scrupule le poste d'un enseignant le lendemain même de ses obsèques, sans adresser un seul regard ou un seul mot de compassion à des collègues bouleversés par la disparition brutale d'un des leurs, apprécié de toutes et tous. Mais dans les établissements seino-normands, on contraint également des femmes à prendre des temps partiels pour échapper à des compléments de service ingérables – tout en les convainquant de prendre des HSA, étrangeté permise par un nouveau décret scélérat, pour compenser la perte financière occasionnée, sans se soucier des conséquences sur leurs conditions de travail et sur leur pension de retraite.

On continue également à supprimer des postes, sans prendre en compte la situation humaine des collègues. Ainsi les nombreuses mesures de carte scolaire prévues par exemple en Éducation Musicale risquent de conduire les collègues à être affectés très loin de leur établissement d'origine, voire sur une zone de remplacement... Quelle belle reconnaissance pour des collègues investis dans leur métier et dans leurs missions !

Par ailleurs, on continue bien entendu la politique bien huilée de destruction progressive de l'allemand. Les conditions de travail des professeur.e.s d'allemand sont chaque année plus dégradées, les postes sont progressivement fermés, les élèves désireux d'apprendre l'allemand sont dissuadés de faire ce choix... et aucune de nos alertes n'est entendue.

La nouveauté 2022 de ce triste constat concerne les futur.e.s stagiaires enseignant.e.s qui n'auront désormais plus aucune formation et seront affecté.e.s directement à temps plein. Quel archaïsme

que de penser qu'enseigner est un métier qui s'apprend et que les élèves méritent des professeur.e.s formé.e.s ! Ces nouvelles modalités de l'année de stage entraîneront le blocage de bon nombre de postes, au détriment de collègues qui ne pourront pas muter, alors qu'ils attendent parfois leur mutation depuis plusieurs années.

Autre exemple de politique comptable de boutiquier, la transformation de la classe relais implantée à Fécamp, en dispositif partagé sur deux établissements. La FSU ne peut pas accepter la création de ce dispositif bi-site, rejetée par les personnels et les parents des établissements concernés. Cette structure mise en place au prétexte contestable de rentabilité ne répondra ni aux besoins des élèves de Fécamp, ni de ceux de Gruchet le Valasse. La lutte contre le décrochage scolaire mérite mieux qu'une solution low-cost imposée. Là où un gouvernement réellement progressiste ferait le double choix politique de se donner les moyens de développer la classe relais de Fécamp et d'installer un nouveau dispositif à Gruchet le Valasse, vous décidez, Monsieur le Directeur Académique de fragiliser le dispositif existant sans garantir un accueil pérenne et efficace aux élèves en décrochage scolaire à Bolbec, Gruchet ou Lillebonne...

Pour terminer ce quinquennat destructeur, la rentrée 2022 en Seine-Maritime sera une fois de plus sous le signe des suppressions de postes, avec 15 collègues en mesures de carte scolaire, et de la dégradation des conditions de travail, avec 267 compléments de service donnés.

En bout de course, ce sont évidemment les élèves qui sont les premières victimes de ces politiques délétères. Si les familles aisées tireront toujours leur épingle du jeu en faisant d'autres choix pour leurs enfants, les élèves les plus fragiles sont bien les grands perdants de ce jeu de dupes. Malgré un affichage racoleur sur de prétendus dispositifs de soutien et d'accompagnement, personne ne peut croire qu'on règlera la difficulté scolaire à coups d'heures de Devoirs Faits ou de Quart d'Heure Lecture. C'est d'enseignement dont les élèves ont besoin, d'un enseignement assuré par des professeur.e.s formé.e.s, respecté.e.s et considéré.e.s, d'un enseignement prodigué dans des classes avec des effectifs raisonnables permettant d'individualiser et de prendre en compte la difficulté scolaire.

La FSU se tient face à vous, Monsieur le Directeur Académique, pour dénoncer également les propos ahurissants du président-candidat lors de la présentation de son programme électoral. Il s'en est pris aux professeurs qui ne sont « pas prêts à faire plus d'efforts », balayant d'un revers de main démagogique les efforts de l'ensemble des équipes dans les écoles et établissements pour affronter du mieux possible les deux ans de pandémie. Le SNES-FSU a immédiatement condamné des propos insultants qui s'inscrivent dans une stratégie de dénigrement systématique de nos professions pour racoler certaines franges du corps électoral. Sur le fond, les propositions d'Emmanuel Macron sont dangereuses pour nos métiers : pas de revalorisation, autonomie accrue, mise en concurrence, c'est bien l'avenir du service public d'Éducation qui est en danger. La FSU appelle les personnels à s'exprimer largement par le vote pour faire aboutir ses revendications de progrès social et d'un système éducatif véritablement émancipateur et public.